Catalogue 85-002

Juristat

Service Bulletin
Bulletin de service

Statistics Canada
Statistique Canada

Canadian Centre for Justice Statistics
Centre canadien de la statistique juridique

STATISTICS CANADA STATISTIQUE CANADA
APR 19 1985
LIBRARY BIBLIOTHÈQUE

Vol. 5, No. 1

Legal Aid in Canada: Resource and Caseload Statistics, 1983-84

1. Introduction

Access to professional legal services is fundamental to the administration of justice in Canada. The legal aid system was established to ensure this right for all Canadians.

This report answers four basic questions about legal aid: who receives it, how is it delivered, who pays for it, and how much does it cost?

Financial and caseload data have been compiled for each province and territory. Caution must be used when making inter-provincial comparisons because legal aid agencies are fundamentally different. Comparative interpretations are influenced by different service delivery systems (administrative procedures, coverage) and financial eligibility criteria. Economic, social and demographic characteristics of the people served may also affect the interpretation of data. Geographic characteristics may have a further effect on the data reported. For example, it tends to be more costly to serve isolated areas than densely populated ones.

2. Who Receives Legal Aid?

2.1 Legislative Right

Over the past decade, legal aid has been recognized as an essential component of the Canadian justice system. This was demonstrated by the development of a formal network of legal aid agencies in the late 1960's and early 1970's. Providing legal assistance to those in need is no longer regarded as charity or welfare. It is recognized that needy consumers extend beyond the poor to include those of moderate means.

Vol. 5, No. 1

Aide juridique au Canada: Statistiques sur les ressources et le nombre de cas, 1983-1984

1. Introduction

L'accès aux services d'un avocat est essentiel à l'exercice de la justice au Canada. Le système d'aide juridique a été établi pour conférer à tous les Canadiens ce droit fondamental.

Le présent bulletin répond à quatre questions fondamentales sur l'aide juridique: qui en sont les bénéficiaires, quel en est le mode de prestation, qui sont les bailleurs de fonds et quel est le coût à acquitter?

Nous avons recueilli des données sur les finances et le nombre de cas de chaque province et territoire. Le lecteur doit faire preuve de prudence lorsqu'il procède à des comparaisons entre les provinces, car les organismes d'aide juridique divergent sensiblement. Les différents systèmes de prestation des services (procédures administratives, protection assurée) et les critères d'admissibilité financière influent sur les comparaisons susceptibles d'être établies. Les caractéristiques économiques, sociales et démographiques de la population desservie peuvent également influer sur l'interprétation des données. En outre, les caractéristiques géographiques peuvent avoir un effet sur les données déclarées. Par exemple, les services ont tendance à être plus coûteux dans les régions isolées que dans les régions densément peuplées.

2. Qui sont les bénéficiaires de l'aide juridique?

2.1 Autorité législative

Au cours de la dernière décennie, l'aide juridique a été reconnue comme un élément essentiel du système juridique du Canada, comme en témoigne l'établissement d'un réseau officiel d'organismes d'aide juridique à la fin des années 1960 et au début des années 1970. La prestation d'aide juridique aux personnes dans le besoin n'est plus considérée comme une forme de charité ou d'assistance sociale. Il est reconnu que les consommateurs qui ont besoin d'aide ne se limitent pas aux pauvres, mais englobent les personnes à revenu modéré.

Published under the authority of the Minister of Supply and Services Canada
Statistics Canada should be credited when reproducing or quoting any part of this document

Publication autorisée par le ministre des Approvisionnements et Services Canada
Reproduction ou citation autorisée sous réserve d'indication de la source: Statistique Canada

The right to counsel has a long constitutional and legal tradition in Canada. Today, the Charter of Rights and Freedoms of the Canada Act, 1982, guarantees the right to legal representation for all. The degree to which this right is exercised is not known.

2.2 Coverage and Eligibility Criteria

Most legal aid plans are typically established by legislation and administered independently of government.[1] Legal matters covered and eligibility criteria are determined by each plan's legislation, regulations and policy statements.

Legal aid agencies provide legal representation as well as advisory, referral and information services. However, the extent of services offered varies considerably across the provinces and territories. The clientele are generally low-income earners who need representation or advice in two areas: criminal law; and civil law, which may encompass family matters, landlord-tenant conflicts, disputes involving consumer, labour, welfare and compensation matters, etc.

A cost-sharing agreement between the governments of Canada and the Provinces sets a standard for minimum coverage in criminal matters throughout Canada. Under this agreement, eligible clients are assisted in legal matters involving a federal statute (e.g. Criminal Code of Canada, Extradition Act, Fugitive Offenders Act). Although minimum coverage standards have been established, there are no uniform financial eligibility requirements for cost-shared criminal matters. Coverage in discretionary criminal and civil matters is set independently by each plan and varies markedly across the provinces.

1 Prince Edward Island and Alberta do not have a legislative basis for legal aid. In the first case, the Provincial Department of Justice operates a public defender system; in the second, the Legal Aid Society was incorporated in 1973 under the Societies Act of Alberta.

Le droit à un avocat découle d'une longue tradition constitutionnelle et juridique au Canada. Aujourd'hui, la Charte des droits et libertés de la Loi constitutionnelle de 1982 garantit à tous le droit d'être représenté par un avocat. Nous ne savons pas jusqu'à quel point les Canadiens exercent ce droit.

2.2 Champ d'application et critères d'admissibilité

Une loi régit habituellement la plupart des régimes d'aide juridique, qui sont administrés indépendamment du gouvernement.[1] Les questions juridiques couvertes et les critères d'admissibilité sont déterminés par la loi, les règlements et les énoncés de politique de chaque régime.

Les organismes d'aide juridique assurent des services d'avocats, de consultation, de mise en rapport et d'information. Toutefois, la portée des services offerts varie sensiblement d'une province ou d'un territoire à l'autre. La clientèle se recrute habituellement chez les personnes à faible revenu qui doivent être représentées par un avocat ou qui ont besoin de conseils dans deux domaines: le droit pénal et le droit civil, qui peut s'appliquer aux affaires familiales, aux conflits entre propriétaires et locataires et aux litiges concernant la consommation, le travail, le bien-être social, la rémunération, etc.

Une entente de partage des coûts conclue entre l'administration fédérale et les provinces garantit une protection minimale en matière criminelle dans l'ensemble du Canada. En vertu de cette entente, les clients admissibles bénéficient d'une aide dans tous les cas d'infractions à une loi fédérale (p. ex. le Code criminel du Canada, la Loi sur l'extradition, la Loi sur les criminels fugitifs). Bien que des normes minimales de protection aient été établies, il n'existe pas de critères uniformes d'admissibilité financière pour les questions de droit pénal relevant de l'entente de partage des coûts. La protection dans le cas des affaires discrétionnaires criminelles et civiles est établie de façon indépendante par chaque régime et varie de façon marquée d'une province à l'autre.

1 A l'Île-du-Prince-Édouard et en Alberta, l'aide juridique ne repose pas sur une loi. Dans la première province, un système de procureur du citoyen relève du ministère provincial de la Justice; dans la deuxième, la Société d'aide juridique a été constituée en 1973 en vertu de la Societies Act of Alberta.

Many factors may be considered when determining who is eligible for services, for example, the seriousness and urgency of the matter, the applicant's criminal history, his or her previous use of legal aid and current financial situation. Common to all plans is a financial assessment of each potential client. Generally, those unable to afford a lawyer without sacrificing personal assets or necessities for their families are eligible for legal aid.

De nombreux facteurs peuvent être pris en compte au moment de la détermination de l'admissibilité aux services: par exemple, la gravité et l'urgence de la question; les antécédents judiciaires et le recours antérieur à l'aide juridique du requérant et sa situation financière actuelle. Tous les régimes procèdent à une évaluation financière du cas de chaque bénéficiaire potentiel. En général, ceux qui ne peuvent se permettre de recourir à un avocat sans se départir de biens personnels ou de biens essentiels à leur famille sont admissibles à l'aide juridique.

The financial eligibility guidelines are used to assess the applicant's ability to afford legal counsel. Clients may be requested to contribute to the cost of services according to their ability to pay. At a minimum, persons eligible to receive social assistance are also eligible for legal aid.

Les lignes directrices en matière d'admissibilité financière servent à évaluer la capacité de la personne qui présente la demande d'avoir recours à un avocat. Le régime peut demander aux clients de contribuer aux coûts desservices selon leur capacité de payer. Au minimum, les personnes admissibles à l'assistance sociale peuvent également bénéficier de l'aide juridique.

2.3 Caseload Levels

A wide range of services are offered through Canada's legal aid sector. Legal advice and information services may be provided on an ad hoc basis at a legal aid office, court, place of detention, senior citizens' home and so on. However, more substantial legal assistance may be required, in which case potential clients must submit a written application.

2.3 Nombre de cas

Une vaste gamme de services sont offerts dans le secteur de l'aide juridique au Canada. Des conseils juridiques et des services d'information peuvent être fournis de façon ponctuelle dans un bureau d'aide juridique, au tribunal, dans un lieu de détention, un foyer pour personnes âgées, etc. Toutefois, des demandes peuvent nécessiter des travaux juridiques plus approfondis; dans ces cas, les requérants doivent remplir une demande écrite.

Since legal aid covers such a broad range of services, an accurate measure of the amount of actual work done should include all types of cases. Unfortunately, caseload counts for advisory information and duty counsel services are not available for all jurisdictions. At this stage, the number of approved applications (i.e. cases involving substantial legal work) provides the best measure of Canada's legal aid caseload.

Comme l'aide juridique porte sur une vaste gamme de services, une mesure précise du volume de travail réel effectué doit englober tous les genres de cas. Malheureusement, nous ne disposons pas de chiffres sur le nombre de cas de services de consultation et d'avocats de service pour tous les territoires et provinces. A ce stade-ci, le nombre de demandes approuvées (c.-à-d. les cas qui nécessitent beaucoup de travaux juridique) constitue la meilleure mesure du nombre de cas d'aide juridique au Canada.

Presented in Table 1 are the number of applications approved by each legal aid agency. The rate of approved applications ranged between 6 and 35 per 1,000 population across the provinces and territories. The national rate was 18 per 1,000 population.

Au tableau 1 figure le nomre de demandes approuvées par chaque organisme d'aide juridique. Le taux de demandes approuvées pour 1,000 habitants varie de 6 à 35 d'une province et d'un territoire à l'autre. Le taux national s'établissait à 18 pour 1,000 habitants.

Table 1 - Approved Applications by Type of Matter, Legal Aid, Canada, 1983-84
Tableau 1 - Demandes acceptées selon le genre d'affaire, aide juridique, Canada, 1983-84

Province	Approved Applications Demandes acceptées Total		Criminal Criminel			Civil			Population(1)
	No. (100%) Nbre.	Rate per 1,000 population Taux pour 1,000 habitants	No. Nbre.	%	Rate per 1,000 population Taux pour 1,000 habitants	No. Nbre.	%	Rate per 1,000 population Taux pour 1,000 habitants	(000) (en milliers)
Newfoundland - Terre-Neuve	3,211	6	2,297	72	4	914	28	2	579.1
Prince Edward Island Île-du-Prince-Édouard	728	6	526	72	4	202	28	2	124.4
Nova Scotia(2) - Nouvelle-Écosse(2)	14,843	17	9,521	64	11	5,322	36	6	863.2
New Brunswick(3) - Nouveau-Brunswick(3)	4,070	6	1,588	39	2	2,482	61	4	709.1
Quebec	227,570	35	81,145	36	12	146,425	64	22	6,524.6
Ontario	110,041	12	49,464	45	6	60,577	55	7	8,856.2
Manitoba	17,668	17	10,649	60	10	7,019	40	7	1,048.8
Saskatchewan	25,946	26	17,988	69	18	7,958	31	8	996.8
Alberta	18,900	8	15,044	80	6	3,856	20	2	2,348.5
British Columbia - Colombie-Britannique	32,452	11	21,231	65	7	11,221	35	4	2,839.3
Yukon Territory - Territoires du Yukon	526	24	384	73	17	142	27	6	22.0
Northwest Territories - Territoires du Nord-Ouest	1,705	35	1,530	90	31	175	10	4	48.9
CANADA	**457,660**	**18**	**211,367**	**46**	**8**	**246,293**	**54**	**10**	**24,960.9**

(1) Updated postcensal estimates, October 1, 1983, as per Population, Cat. No. 91-001.
Nombres de population pour 1983 d'après Population, Catalogue nº 91-001, les estimations postcensitaires mise à jour, à la date du 1er octobre.
(2) Estimates refers to the completed dossier count.
Les estimations ont rapport au dénombrement des dossiers terminés.
(3) Summary services are included.
Y compris les services sommaires.

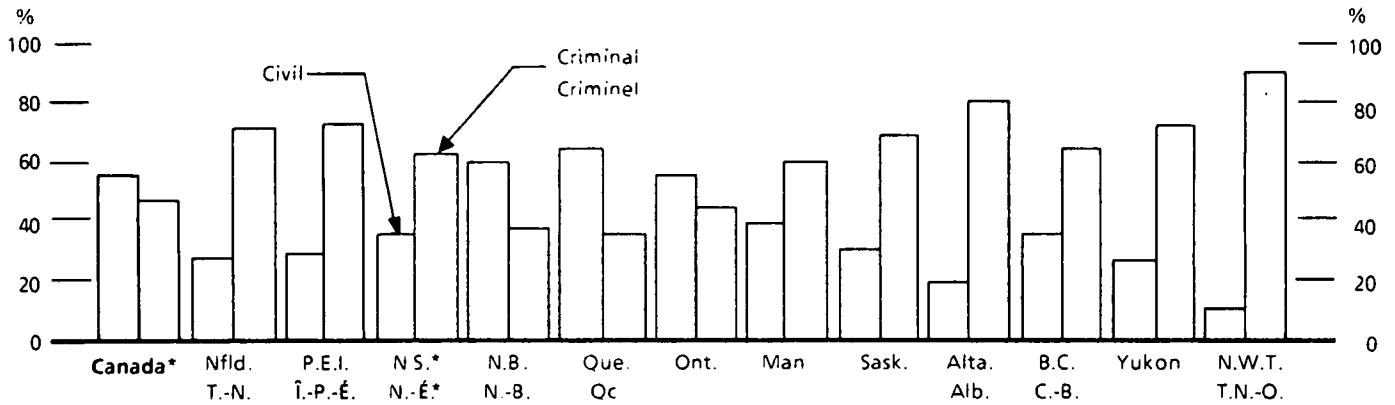
The nature of the caseload for 1983-84 is illustrated in Figure I. At the national level, civil matters comprised 54% of total applications approved and the remainder were criminal. In three provinces, the majority of approved applications involved civil matters - Quebec (64%) New Brunswick (61%), and Ontario (55%). The Northwest Territories approved the highest proportion of criminal applications (90%).

Les cas d'aide juridique pour 1983-84 est illustrée à la figure I. A l'échelle nationale, 54% des demandes approuvées s'appliquaient à des affaires civiles - les autres, à des affaires criminelles. Dans trois provinces, la majorité des demandes approuvées s'appliquaient à des affaires civiles - Québec (64%), Nouveau-Brunswick (61%) et Ontario (55%). Les Territoires du Nord-Ouest ont approuvé la plus forte proportion de demandes d'aide en matière criminelle (90%).

Figure I

Approved Applications by Type of Matter, Legal Aid, Canada and the Provinces, 1983-84

Demandes acceptées selon le genre d'affaire, aide juridique, Canada et provinces, 1983-84



Source : Table 1

Source : Tableau 1

*Esimates - Estimations

3. How is Legal Aid Delivered?

3.1 Service Delivery Models

As illustrated in Figure II, three different systems are used to deliver legal aid. These systems differ in the extent to which they rely on lawyers in private practice to provide services.

Judicare systems operate in New Brunswick, Alberta, and the two Territories: services are delivered on a fee-for-service basis through private law firms.

In contrast, Prince Edward Island, Nova Scotia and Saskatchewan operate staff systems, in which professionals are employed directly by the plan. Under certain conditions (e.g. choice of counsel, professional conflict, seriousness of the crime or urgency of legal matter), legal aid staff are empowered to retain counsel from private firms.

The remaining provinces - Newfoundland, Quebec, Ontario, Manitoba, and British Columbia - operate combined delivery systems.[2] That is, services are provided by both staff and professionals in private practice.

2 The Ontario plan is often referred to as a judicare plan; however, staffed offices are used to deliver services throughout the province. For this reason, the Ontario plan is considered to have a combined delivery system.

3. Quel est le mode de prestation de l'aide juridique?

3.1 Modèles de prestation des services

Comme le montre la figure II, trois systèmes différents servent à assurer des services d'aide juridique. Ces systèmes divergent par la mesure dans laquelle ils font appel aux avocats en clientèle privée pour la prestation des services.

Le Nouveau-Brunswick, l'Alberta et les deux territoires ont un régime judicare; les services sont assurés par des bureaux d'avocats privés selon un système de rémunération à l'acte.

Par ailleurs, l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse et la Saskatchewan ont un système sous l'empire duquel des professionnels salariés sont employés directement par le régime. Dans certains cas (p. ex. le choix de l'avocat, un conflit professionnel, la gravité du crime ou l'urgence de la question), le personnel de l'aide juridique peut faire appel à des bureaux d'avocats privés.

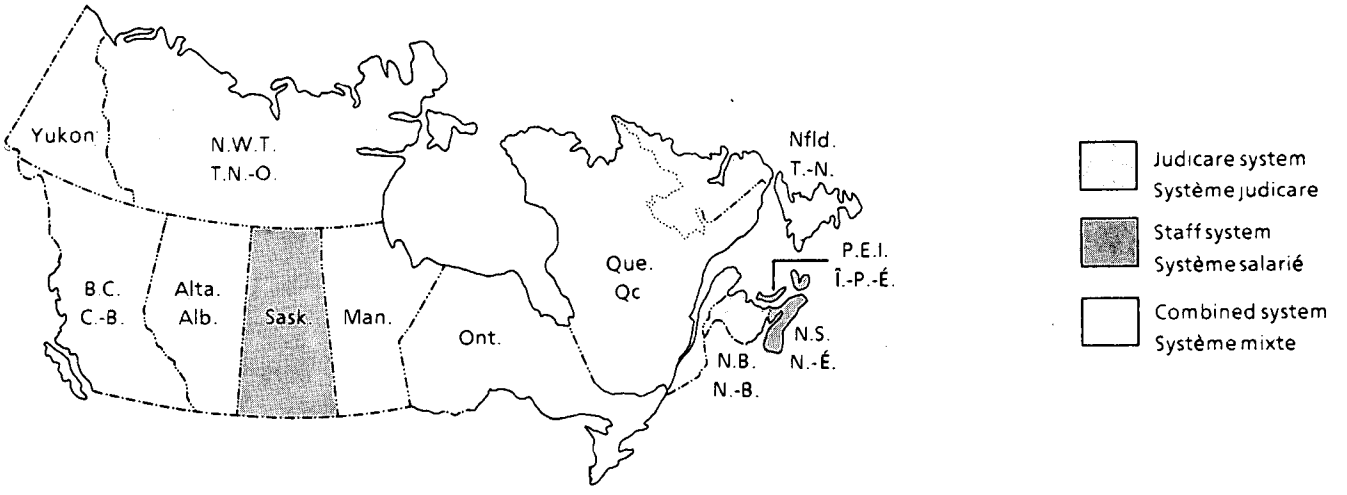
Les autres provinces, soit Terre-Neuve, le Québec, l'Ontario, le Manitoba et la Colombie-Britannique, ont un système mixte,[2] c'est-à-dire que les services sont assurés par des professionnels salariés et des avocats en clientèle privée.

2 Le régime de l'Ontario est souvent considéré comme un régime judicare; cependant, des bureaux d'aide juridique assurent des services dans l'ensemble de la province. Pour cette raison, le régime de l'Ontario est considéré comme un régime mixte.

Figure II

Service Delivery Systems, Legal Aid, Canada, 1983-84

Systèmes de dispensation des services, aide juridique, Canada, 1983-84



3.2 Personnel Resources

There are over 300 legal aid offices across Canada. Table 2 shows office staff counts as of March 1984, together with two measures of private lawyers' involvement in legal aid. The number of private professionals who were available to legal aid plans (panel members), as well as those who actually provided services during 1983-84, are presented.

In total, 2,000 persons were on staff at a legal aid office as of March 31st, 1984 - 39% were direct services professionals, the remainder were administrative and support staff. The total staff count includes 684 lawyers.

The panel member count includes all lawyers in the private sector who were willing to represent legal aid clients. Those provinces which use such panels reported that 63% of the bar's active members were on legal aid panel lists as of March 31st, 1984. Those plans for which data are available record actual services of 9,885 private lawyers or 30% of all members of the bar.

3.2 Ressources en personnel

Plus de 300 bureaux d'aide juridique existent au Canada. Au tableau 2 figurent le nombre d'employés des bureaux en mars 1984 ainsi que deux mesures qui indiquent la participation des avocats du secteur privé à l'aide juridique. Le nombre d'avocats du secteur privé inscrits au rôle de l'aide juridique et d'avocats qui ont assuré des services en 1983-1984 y est présenté.

Au total, 2,000 personnes étaient au service d'un bureau d'aide juridique au 31 mars 1984; 39% étaient des professionnels qui assuraient des services directs tandis que les autres constituaient le personnel d'administration et de soutien. Au total, 684 avocats faisaient partie des effectifs.

Les membres inscrits au rôle de l'aide juridique englobent tous les avocats du secteur privé qui désirent assurer des services d'aide juridique. Les provinces où existe ce genre de régime ont déclaré que 63% des membres actifs du Barreau étaient inscrits au rôle de l'aide juridique au 31 mars 1984. Les régimes pour lesquels il existe des données ont déclaré que 9,885 avocats en clientèle privée ou 30% des membres du Barreau avaient assuré des services.

Table 2 - Personnel Resources, Staff and Private Professional Counts, Legal Aid, Canada, March 31, 1984
Tableau 2 - Total des ressources en personnel, participation d'avocats du barreau à l'aide juridique, Canada, le 31 mars 1984

Province	Staff count (1) / Personnel des régimes (1)			Panel member count / Membres inscrits au rôle de l'aide juridique		Private professionals who provided services, 1983-84 / Avocats du secteur privé qui ont assuré des services		Active bar member count / Membres actifs du Barreau
	Total	Direct Service Professionals / Services direct des avocats	Administrative Staff / Personnel de soutien	No. / Nbre.	% of active bar count / % de membres actifs du Barreau	No. / Nbre.	% of active bar count / % des membres actifs du Barreau	No. / Nbre.
Judicare System - Système Judicare								
New Brunswick - Nouveau-Brunswick	25(9)	NA	25(9)	488	64	..	..	763
Alberta (2)	84(3)	NA	84(3)	1,500	40	..	..	3,745
Yukon Territory - Territoire du Yukon	1(-)	NA	1(-)	36	82	29	66	44
Northwest Territories - Territoires du Nord-Ouest	3(1)	NA	3(1)	24	69	..	..	35
Staff System - Système Salaire								
Prince Edward Island - Ile-du-Prince-Édouard	4(3)	3(3)	1(-)	NA	NA	8	7	116
Nova Scotia - Nouvelle-Écosse	74(36)	44(35)	30(1)	NA	NA	125	12	1,026
Saskatchewan	133(54)	83(53)	50(1)	244	23	20	2	1,059
Combined System - Système Mixte								
Newfoundland - Terre-Neuve	28(11)	11(11)	17(-)	130	48	92	34	273
Quebec	821(332)	322(322)	499(10)	NA	NA	2,571	21	13,035
Ontario	608(165)	207(90)	401(75)	8,916	75	5,061	42	11,953
Manitoba	85(27)	33(24)	52(3)	779	55	499	35	1,425
British Columbia -(3) Colombie-Britannique(3)	134(43)	79(35)	55(8)	NA	NA	1300	30	4,356
CANADA	**2,000(684)**	**782(573)**	**1,218(111)**	**12,117**	**63**	**9,885**	**30**	**37,830**

(1) Bracketed figures indicate the number of lawyers within each count.
Le nombre d'avocats est indiqué entre parenthèses.
(2) Refers to 1982-83 counts.
Les données concernant le dénombrement de 1982-83.
(3) Estimates exclude community law office staff.
Les estimations excluses les personnel des cliniques communautaires.
Symbols within table: (- zero)(.. not available)(NA not applicable)
Symboles du tableau: (- zéro)(.. indisponible) (NA sans objet)

4. Who Pays for Legal Aid?

4.1 Funding Sources

In 1983-84, legal aid plans received $178.6 million to provide services to those in need. Legal aid plans are supported by federal and provincial governments, client contributions and cost recoveries, and, in four provinces, the interest from lawyers' trust accounts. Revenue sources for the plan of each province and territory are displayed in Table 3.

4. Qui sont les bailleurs de fonds de l'aide juridique?

4.1 Sources de financement

En 1983-84, les régimes d'aide juridique ont reçu 178.6 millions de dollars pour assurer des services aux personnes dans le besoin. Les régimes sont financés par les administrations fédérale et provinciales, les contributions des clients et les recouvrements des coûts et, dans quatre provinces, les intérêts des comptes en fiducie des avocats. La figure III indique la proportion des revenus qu'ils ont touchés de chaque source de financement en 1983-84. Les sources des revenus pour le régime de chaque province et territoire figurent au tableau 3.

Government is the major funder of legal aid, contributing 91% of total plan revenues. Monies from the provincial government are received directly by the plans through a provincial grant. Federal government contributions, which are channelled through the consolidated revenue fund of the province, are received indirectly through the provincial grant.

Interest from lawyers' trust accounts is an important revenue source for four plans and comprise 5% of total plan funds. These monies are contributed by the provincial law societies of Newfoundland, Ontario, Manitoba and British Columbia.

Contributions made by legal aid clients to cover case costs, together with costs awarded to a legal aid client by the court represented 3% of plan revenues.

L'État est le principal bailleur de fonds des régimes d'aide juridique; il a fourni 91% de leurs revenus. Les fonds provenant des provinces sont alloués directement par les régimes sous forme de subventions. Les régimes reçoivent indirectement, à même les subventions provinciales, les contributions de l'administration fédérale, qui sont versées au Fonds du revenu consolidé de la province.

Les revenus au titre des intérêts des comptes en fiducie des avocats sont une source importante de revenu pour quatre régimes et représentent 5% des revenus des régimes. Ces fonds proviennent du barreau de Terre-Neuve, de l'Ontario, du Manitoba et de la Colombie-Britannique.

Les contributions des clients de l'aide juridique qui servent à acquitter les coûts des causes ainsi que les remboursements versés par les clients qui ont eu gain de cause devant le tribunal représentent 3% des revenus des régimes.

Table 3 - Revenue by Source, Legal Aid, Canada, 1983-84 ($000)
Tableau 3 - Total des revenus selon la source, aide juridique, Canada, 1983-84 (en milliers $)

Province	Total		Government contributions(1) / Contributions de l'État(1)		Lawyers' trust account interest / Intérêts des comptes en fiducies des avocats		Client contributions and cost recoveries / Contributions des clients et recouvrement des coûts		Other / Autres	
	$	100%	$	%	$	%	$	%	$	%
Newfoundland - Terre-Neuve	1,217		1,120	92	71	6	20	2	6	---
Prince Edward Island - Île-du-Prince-Édouard	184		184	100	NA	NA	NA	NA	NA	NA
Nova Scotia(*) - Nouvelle-Écosse (*)	3,111		2,945	95	NA	NA	30	1	136	4
New Brunswick - Nouveau-Brunswick	2,137		2,000	94	NA	NA	136	6	---	---
Quebec	57,842		57,024	99	NA	NA	327	1	491	1
Ontario	69,967		59,545	85	5,735	8	4,294	6	393	1
Manitoba	8,369		7,237	86	879	11	165	2	88	1
Saskatchewan	5,818		5,752	99	NA	NA	45	1	22	---
Alberta	11,412		10,421	91	NA	NA	782	7	208	2
British Columbia(*) - Colombie-Britannique(*)	16,383		13,923	85	2,000	12	191	1	268	2
Yukon Territory - Territoire du Yukon	729		720	99	NA	NA	9	1	-	-
Northwest Territories - Territoires du Nord-Ouest	1,381		1,381	100	NA	NA	..	..	..	..
CANADA	**178,550**		**162,252**	**91**	**8,685**	**5**	**5,999**	**3**	**1,612**	**1**

(1) Monies from the provincial government are received directly by the plans through a provincial grant. Federal government contributions, which are channelled through the consolidated revenue fund of the province, are received indirectly through the provincial grant.
Les fonds provenant des provinces sont alloués directement par les régimes sous forme de subventions. Les régimes reçoivent indirectement, à même les subventions provinciales, les contributions de l'administration fédérale, qui sont versées au Fonds du revenu consolidé de la province.
(*) Note that the revenues include receivables; accrual-based accounting procedures are employed.

4.2 Cost-Sharing Agreements

The Federal Department of Justice and the Provinces have shared the cost of legal aid for criminal matters under federal statute since 1972.

The cost of civil legal aid services has traditionally been borne by provincial governments. In July of 1980, amendments to the Canada Assistance Plan (CAP) regulations clarified the federal government's role in sharing in cases of special need. Since that time cost-sharing arrangements have been initiated in most provinces.

4.2 Ententes de partage des coûts

Le ministère fédéral de la Justice et les provinces partagent depuis 1972 les coûts de l'aide juridique en matière criminelle par suite d'infractions aux lois fédérales.

Les provinces ont toujours assumé les coûts des services d'aide juridique en matière civile. En juillet 1980, la modification du règlement d'application de la Loi sur le Régime d'assistance publique du Canada (RAPC) a permis d'éclaircir le rôle de l'administration fédérale concernant le partage des coûts dans les cas de besoin spécial. Depuis ce temps, les ententes concernant le partage des coûts a été instauré dans la plupart des provinces.

5. What is the Cost of Legal Aid?

The cost of administering the many services and programs of Canada's legal aid plans totalled $177.5 million in 1983-84. The per capita cost was $7.11. Expenditure data are presented in Table 4.

The four Atlantic provinces reported the lowest per capita legal aid expenditure among all Canadian jurisdictions. Spending ranged between $1.48 in Prince Edward Island and $3.46 in Nova Scotia. The high cost of delivering legal aid services in the North is demonstrated by per capita spending of over $30.00. Among the provinces, expenditures were highest in Quebec - $8.64 per capita in 1983-84.

5. Quel est le coût de l'aide juridique?

Le coût d'administration des nombreux services et programmes des régimes d'aide juridique du Canada s'est élevé à 177.5 millions de dollars en 1983-84. Le coût par habitant se chiffrait à $7.11. La figure IV indique les dépenses par habitant au titre des services d'aide juridque pour chaque province et territoire en 1983-84. Les données sur les dépenses sont présentées au tableau 4.

Les quatre provinces de l'Atlantique ont déclaré les dépenses par habitant au titre de l'aide juridique les plus faibles de toutes les provinces du Canada; elles varient de $1.48 à l'Île-du-Prince-Édouard à $3.46 en Nouvelle-Écosse. Des dépenses par habitant de plus de $30 témoignent du coût élevé de la prestation des services d'aide juridique dans le Nord. Parmi les provinces, les dépenses par habitant ont été les plus élevées au Québec, soit $8.64 en 1983-84.

STATISTICS CANADA LIBRARY
BIBLIOTHÈQUE STATISTIQUE CANADA
1010481651

Table 4 - Total Per Capita Expenditure, Legal Aid, Canada, 1983-84
Tableau 4 - Dépenses totales par habitant, aide juridique, Canada, 1983-84

Province	Legal Aid Expenditure / Dépenses d'aide juridique: Total ($000) (en milliers $)	Per capita: Par habitant ($)	Deviation from national per capita: Ecart par rapport par habitant ($)	Population(1) (000) (en milliers)
Newfoundland - Terre-Neuve	1,179	2.04	-5.07	579.1
Prince Edward Island - Île-du-Prince-Édouard	184	1.48	-5.63	124.4
Nova Scotia(*) - Nouvelle-Écosse(*)	2,986	3.46	-3.65	863.2
New Brunswick - Nouveau-Brunswick	2,227	3.14	-3.97	709.1
Quebec	56,325	8.64	1.53	6,524.6
Ontario	69,964	7.90	.79	8,856.2
Manitoba	8,362	7.98	.87	1,048.8
Saskatchewan	5,644	5.67	-1.44	996.8
Alberta	10,998	4.69	-2.42	2,348.5
British Columbia(*) - Colombie-Britannique(*)	17,328	6.11	-1.00	2,839.3
Yukon Territory(**) - Territoire du Yukon(**)	756	34.37	27.26	22.0
Northwest Territories(**) - Territoires du Nord-Ouest(**)	1,503	30.74	23.63	48.9
CANADA	**177,456**	**7.11**	-	**24,960.9**

(1) Updated postcensal estimates of October 1, 1983 as per Population, Cat. No. 91-001.
Nombres de population pour 1983 d'après Population, Catalogue n° 91-001, les estimations post-censitaires mise à jour, à la date du 1er octobre.

(*) Accrual rather than cash-based expenditures are reported.
Les dépenses font l'objet d'une comptabilité d'exercice plutôt que de caisse.

(**) Services, supplies and accommodation supplied by the territorial government are not included.
Les services, les fournitures et les locaux fournis par le gouvernement territorial n'entrent pas en ligne de compte.

Further information about Canada's legal aid system can be obtained from: the Legal Aid Program, Canadian Centre for Justice Statistics, Statistics Canada, 20th Floor, R.H. Coats Building, Tunney's Pasture, Ottawa, Ontario, K1A 0T6. (613) 990-9030.

Il est possible d'obtenir de plus amples renseignements sur le système d'aide juridique du Canada auprès du Programme de l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique, Statistique Canada, 20e étage, immeuble R.H. Coats, Parc Tunney, Ottawa (Ontario), K1A 0T6. (613) 990-9030.